



Cécile DUVIGNACQ-CROISÉ, *L'école de banlieue. L'enseignement féminin dans l'est parisien. 1880-1960*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 359 p.

Marie-Anne Thivend



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12026>

DOI : [10.4000/clio.12026](https://doi.org/10.4000/clio.12026)

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2014

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Marie-Anne Thivend, « Cécile DUVIGNACQ-CROISÉ, *L'école de banlieue. L'enseignement féminin dans l'est parisien. 1880-1960* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 39 | 2014, mis en ligne le 15 août 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12026> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12026>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Cécile DUVIGNACQ-CROISÉ, *L'école de banlieue. L'enseignement féminin dans l'est parisien. 1880-1960*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 359 p.

Marie-Anne Thivend

RÉFÉRENCE

Cécile DUVIGNACQ-CROISÉ, *L'école de banlieue. L'enseignement féminin dans l'est parisien. 1880-1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 359 p.

- 1 Relire l'histoire de l'école des filles à l'aune des dynamiques suburbaines du xx^e siècle, tel est le projet novateur poursuivi par l'auteure de cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2011 et récompensée par le prix de thèse de l'université Paris-Est. Ce croisement entre l'histoire de l'enseignement féminin, l'histoire urbaine et l'histoire du genre vient alimenter une historiographie de l'école des filles au xx^e siècle encore bien fragmentaire. L'étude offre en effet une perspective d'ensemble des scolarisations féminines : elle ne privilégie pas un niveau d'enseignement particulier mais examine la place des filles à l'école maternelle, à l'école primaire et ses prolongements (cours complémentaires et écoles primaires supérieures), dans les lycées et cours secondaires en passant par les écoles professionnelles. De même, le temps long ici déployé permet de questionner la place de l'école des filles au sein de l'institution scolaire, des débuts de la Troisième République quand se construit et s'affirme l'école républicaine au mouvement de démocratisation scolaire et d'instauration progressive de la mixité dans les années 1950-1960. Ce questionnement s'appuie enfin sur un territoire, celui de la banlieue sud-est parisienne, soit cinq cantons scolaires de la Seine et de la Seine-et-Oise, approche par le bas qui s'avère indispensable pour dépasser les déclarations d'intention et mieux appréhender les mises en œuvre concrètes et diversifiées du projet républicain d'éducation des filles. Les sources utilisées sont nombreuses, variées

et jouent des échelles territoriales, des archives de l'académie de Paris pour les lycées à celles des départements et communes pour les écoles primaires, des registres matricules des écoles publiques aux fonds privés d'actrices et d'acteurs locaux, de la correspondance entre élus et inspectrices...

- 2 Pour rendre compte de la place des filles dans la construction de l'offre scolaire en banlieue, l'auteure a fait le choix d'un plan chronologique. La première partie analyse l'impact des politiques de laïcisation et de l'émergence des pouvoirs communaux sur l'éducation féminine dans les décennies 1880-1900. Une double inégalité apparaît alors. La première est une inégalité de genre, marquée pour les enseignantes par les inégalités salariales et de carrière par rapport à leurs collègues masculins, et pour les fillettes des écoles, par une moindre poursuite des études au-delà du certificat d'études qu'elles obtiennent pourtant désormais en aussi grand nombre que les garçons. La seconde inégalité est d'ordre spatial, révélée par le sous-équipement scolaire de la banlieue par rapport à la ville-centre et la dépréciation des salaires et des carrières des enseignant.e.s de banlieue par rapport à celles et ceux de la capitale.
- 3 La seconde période traite de la décennie 1900-1920 durant laquelle s'affrontent différents modèles d'éducation féminine, portés en banlieue par une nébuleuse féministe qui s'affirme, avec des figures connues comme Florence Halévy ou Marguerite Baudouin, par des associations comme l'UFSF, l'UFCS et la LPF et leurs courroies de transmission incarnées au niveau local par les patronages féminins, laïques et catholiques. Cet ensemble, fort composite, se rejoint toutefois autour d'une revendication commune : celle de la promotion d'un égal accès des filles et des garçons à l'éducation, mais dans le cadre d'enseignements nettement différenciés selon le genre, privilégiant l'enseignement ménager pour les filles et le technique et professionnel pour les garçons. L'impact de ces revendications se matérialise au niveau local dans le développement d'une offre scolaire post-primaire très inégale, cantonnant les filles dans l'enseignement ménager développé à l'échelon primaire. Dans les cours complémentaires manuels et ménagers qui se créent alors, l'enseignement de la couture reste domestique, sans aucune ouverture vers la confection industrielle. Toutefois, Cécile Duvignacq-Croisé va au-delà de cet état des lieux de la ségrégation sexuée des savoirs et propose des analyses stimulantes sur les initiatives des directrices d'écoles primaires, soutenues par des élus, pour fonder au même moment des cours complémentaires commerciaux aptes à répondre à la demande pressante des familles d'une préparation de leurs filles aux nouveaux métiers du commerce et du bureau qui se multiplient alors en banlieue. Pour les élus qui consentent de tels efforts financiers, l'école des filles forme alors un outil d'affirmation de la commune au sein d'une hiérarchie urbaine en construction, où les concurrences s'accroissent entre Paris et ses banlieues et entre les banlieues elles-mêmes.
- 4 La troisième partie, qui va des années 1930 à la fin des années 1950, mesure l'évolution des inégalités scolaires quand les enjeux de scolarisation se déplacent de l'école primaire à l'enseignement secondaire. Le sous-équipement de la banlieue est alors particulièrement flagrant : à la Libération, les filles ne disposent toujours pas de lycée et n'ont pas non plus accès à des EPS ou à des écoles professionnelles. La fréquentation d'un lycée public parisien, ou d'un cours secondaire privé, ceux-là mêmes qui se multiplient sous Vichy, pallie alors ces insuffisances. Ce sous-équipement va marquer durablement l'offre scolaire des années 1950, avec une politique de gémination dans le secondaire qui vient réactiver la concurrence de genre et la discrimination des

personnels féminins puisque la règle est la transformation du collège de garçons en établissement mixte. À la fin des années 1950, la saturation des établissements scolaires de la banlieue touche surtout les collèges modernes féminins, héritages du manque d'investissement des décennies précédentes et de l'orientation privilégiée des filles vers les cursus post-primaires courts débouchant sur les métiers féminins. Cette dernière partie est toutefois plus inégale dans son traitement. Ainsi, pour la période de Vichy, la banlieue et ses écoles tendent presque à disparaître pour laisser place à l'idéologie de l'État français, l'arsenal législatif de la division sexuée des savoirs étant largement développé (alors qu'il est déjà connu) sans que soient explicités ses liens avec les évolutions locales. En revanche, les analyses sur la place de l'enseignement féminin dans les politiques de démocratisation, son rôle de variable d'ajustement, de la carte de scolaire de 1946 à la mise en œuvre de la mixité, sont particulièrement réussies.

- 5 Au final, on peut regretter l'absence de comparaisons plus systématiques entre la situation scolaire des filles et des garçons, qui empêche parfois de bien cerner les spécificités de genre. De même, la bibliographie s'avère lacunaire sur certains points. Ces remarques faites, l'ouvrage n'en contribue pas moins de manière significative aux avancées de l'histoire de l'enseignement des filles, tant pour ses évolutions d'ensemble que pour certains aspects plus précis (rôles des actrices et acteurs de l'école de filles, mise en avant des effets de concurrence entre public et privé...). L'ouvrage démontre bien comment l'approche de genre permet de relire avec profit l'histoire de l'école républicaine, de ses inégalités de genre sans cesse renouvelées, inscrites aussi bien dans les contenus de formation que dans les pierres et l'espace de nos villes.

AUTEURS

MARIE-ANNE THIVEND

LAHRHA

Université de Lyon 2